

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 12 JANVIER 2011

WOENSDAG 12 JANUARI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 15 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Ben Weyts au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la politique des grandes villes" (n° 1531)

01.01 Ben Weyts (N-VA): Pour les trois premiers mois de l'année, plus de 15 millions d'euros ont été alloués à la politique des grandes villes. Au cours du premier semestre, 30 millions devraient être attribués à dix-sept villes dans le cadre des contrats "ville durable". Parallèlement à cela, un effort d'économie de 2 millions d'euros a été annoncé mais sans autres précisions.

Comment les moyens sont-ils répartis par ville et par Région? Combien de nouveaux projets concernent-ils? Cette question entre-t-elle dans le cadre des affaires courantes? De quelle manière l'économie de 2 millions d'euros sera-t-elle réalisée?

01.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Au cours des dix dernières années, les gouvernements successifs ont sélectionné 11, 15 puis 17 villes pour la mise en œuvre de la politique des grandes villes. Les projets ont été choisis conformément à la philosophie de cette politique.

(*En français*) Il s'agit de renforcer la cohésion sociale, de réduire l'empreinte écologique, renforcer le rayonnement et l'interaction des villes. Je vous remets le détail des sommes octroyées par ville pour les six premiers mois.

(*En néerlandais*) En 2010, une dotation de 1,2 million d'euros a été mise à la disposition des CPAS de Liège, Anvers et Bruxelles en vue de renforcer l'accompagnement des demandeurs d'asile régularisés.

Tous les contrats "ville durable" 2011 sont des prolongations de contrats 2010.

(*En français*) Vingt et un nouveaux projets, pour un montant de 8 millions d'euros, n'ont pas été retenus.

(*En néerlandais*) Troisièmement, il faut noter une économie de 2 millions d'euros.

(*En français*) Le 1,946 million d'épargne (qui, vu qu'on travaille par trimestre, correspond à 8 millions sur l'année), correspond au quart des sommes affectées antérieurement à des projets nouveaux.

01.03 Ben Weyts (N-VA): On assiste donc à une inflation du nombre de villes. Quand on sait que la "grande ville" de La Louvière obtient 1,2 million d'euros pour six mois, il y a de quoi se poser des questions sur l'efficacité de cette politique.

La clé de répartition communautaire est également un point sensible. Tous les partis flamands trouvent

qu'une politique des grandes villes au niveau fédéral n'a aucun sens et qu'elle constitue une usurpation de compétence. J'espère que le transfert de cette compétence aux entités fédérées figurera parmi les mesures d'économie que doit proposer le premier ministre Leterme.

L'incident est clos.

02 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les nouveaux développements en ce qui concerne la fracture numérique" (n° 549)

02.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Alors qu'il était question, il y a quelques années, d'une fracture numérique entre les personnes âgées et les jeunes, ainsi qu'entre les pauvres et les riches, nous assistons à présent à l'apparition d'une autre inégalité en raison de la quantité d'informations diffusées par la voie électronique. Certaines personnes sont en mesure de gérer ce flux d'informations et font preuve d'un esprit critique pour distinguer les informations pertinentes des autres. D'autres personnes n'en sont pas capables et sont submergées d'informations qui ne sont pas toujours bienveillantes.

Le nouveau plan de lutte contre la fracture numérique a-t-il tenu compte de ces nouveaux développements? Accorde-t-il une attention à l'apprentissage d'aptitudes pour assimiler ces informations?

02.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le plan d'action national de lutte contre la fracture numérique, qui date de 2005, se compose de deux phases de cinq années chacune. La première phase s'est achevée en 2010. Pour préparer la seconde phase, la Fondation Travail-Université et la Katholieke Hogeschool Kempen ont analysé la première phase et les différents programmes belges et étrangers visant à lutter contre la fracture numérique. En outre, elles ont formulé dans leur rapport des recommandations relatives à la seconde phase.

L'objectif premier de la première phase – réduire d'un tiers le nombre de citoyens n'ayant pas accès aux TIC – a été atteint et a même été dépassé. Selon les chercheurs, le nombre de non-utilisateurs a baissé, passant de 42 % en 2005 à 25 % en 2009. Le nombre de ménages n'ayant pas de connexion à l'internet s'élevait en 2009 à 33 % alors qu'il s'élevait encore à 50 % en 2005.

L'augmentation de l'utilisation de l'internet ne se constate pas parmi les ménages à bas revenus. Au contraire, le fossé entre les groupes de revenus s'est accru.

De plus, on constate également une fracture numérique "du second degré" non pas au niveau purement matériel mais au niveau intellectuel et social. Si l'obstacle de l'accès s'est effacé, il reste une inégalité en matière d'utilisation due au manque, d'une part, d'aptitudes en informatique et, d'autre part, d'incitants efficaces.

La deuxième phase devra tenir compte de ces deux phénomènes. Tous les pouvoirs publics doivent continuer à œuvrer à l'accession de tous les citoyens au monde numérique. J'espère par conséquent que la mise en œuvre de la deuxième phase pourra être mise à l'ordre du jour de la conférence interministérielle au cours des prochains mois.

02.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je me réjouis de voir comment cette approche multidimensionnelle va être traduite en notes politiques concrètes.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'accueil de demandeurs d'asile dans le centre de vacances de Borzée" (n° 1715)

03.01 Peter Logghe (VB): Le centre de vacances de Borzée a-t-il été fermé en octobre 2010 à cause de problèmes liés aux prescriptions de sécurité? Ces problèmes sont-ils apparus lors du contrôle de sécurité effectué par les services d'incendie? D'autres prescriptions de sécurité s'appliqueraient-elles à l'accueil des demandeurs d'asile puisque, entre-temps, ce centre héberge des demandeurs d'asile? Quels sont les autres

centres de vacances susceptibles d'accueillir des demandeurs d'asile et qu'en est-il alors des prescriptions en matière de sécurité? Puis-je obtenir une liste de ces centres?

03.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le centre de vacances de Borzée a gardé sa vocation de lieu de vacances jusqu'au début du mois de décembre 2010 avec une attestation de sécurité incendie valable jusqu'au 13 décembre 2011. Des mesures de sécurité supplémentaires ont déjà été prises, étant donné que Fedasil accueille actuellement des demandeurs d'asile dans ce centre. Les pompiers se sont fondés pour ce faire sur leur expérience ainsi que sur la législation wallonne y afférente. Fedasil applique généralement des normes de sécurité plus sévères que la législation en vigueur.

Nous ne disposons d'aucune liste où figureraient les centres de vacances susceptibles d'accueillir des demandeurs d'asile.

Le conseiller en prévention de l'agence contrôle chaque bâtiment concerné. De plus, les pompiers sont chaque fois invités à rendre un avis.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le centre d'asile ouvert de Vijfwegen en Flandre occidentale" (n° 1908)

04.01 Peter Logghe (VB): À Vijfwegen, un village de Flandre occidentale comptant 1 100 habitants, au moins 200 demandeurs d'asile ont été hébergés dans un centre d'accueil ouvert qui est en fait une ancienne caserne située dans l'environnement immédiat d'un important dépôt de munitions. Les demandeurs d'asile y sont une source de nuisances, notamment parce qu'ils ne connaissent pas et ne respectent pas les règles du code de la route applicables aux cyclistes. Qu'en est-il de la responsabilité en cas d'accidents de roulage? Ces demandeurs d'asile sont-ils assurés?

À proximité de ce centre d'accueil, une dizaine d'habitations sont inoccupées. Des officiers de la caserne y étaient autrefois logés. Est-il exact que l'on va aménager ces habitations pour y héberger des demandeurs d'asile? Comment les pouvoirs publics tentent-ils de limiter ces nuisances? Procès-verbal est-il dressé?

04.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'État fédéral est son propre assureur. Chaque action en dommages-intérêts est étudiée. Le cas échéant, Fedasil participe à la couverture des frais résultant d'un accident.

Un apprentissage préventif à la conduite d'une bicyclette est organisé à l'intention des occupants du centre. Les demandeurs d'asile reçoivent un gilet fluorescent ainsi qu'un système d'éclairage amovible. Lors des assemblées des occupants, il est régulièrement demandé d'utiliser l'assise de l'ancienne voie ferrée pour circuler à vélo.

La Défense a transféré la caserne à la Régie des Bâtiments sans les logements des officiers. Actuellement, aucun projet n'a été ébauché en vue d'utiliser ces logements comme habitations pour les demandeurs d'asile.

Pendant la phase initiale, la police s'est rendue chaque semaine au centre afin d'établir un contact informel avec ses occupants. Aujourd'hui, elle s'y rend moins souvent pour la raison bien simple qu'aucun problème ne lui est signalé. Elle passe au centre lorsqu'il y a de nouvelles inscriptions.

Si des infractions sont commises, plainte peut toujours être déposée à la police, laquelle verbalise aussi, le cas échéant, les occupants du centre.

04.03 Peter Logghe (VB): La réponse fournie par le secrétaire d'État ne me satisfait pas tout à fait. La question qui se pose est évidemment de savoir combien de temps il s'écoulera avant que Fedasil ne participe aux frais après un accident. Je prends bonne note du fait que pour le moment, il n'est pas prévu d'utiliser ces logements.

La fréquence des contrôles de police a diminué. Le ministre dit qu'aucune plainte n'a été déposée. Je recommande à la police de frapper régulièrement à la porte des riverains afin d'y effectuer une visite de contrôle.

L'incident est clos.

05 Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les indicateurs belges pour la lutte contre la pauvreté dans le cadre de la stratégie Europe 2020" (n° 570)

05.01 Stefaan Vercamer (CD&V): L'Europe laisse les États membres définir très largement eux-mêmes comment atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. La Commission suggère néanmoins de travailler sur la base de trois indicateurs de pauvreté: le risque de pauvreté financière, la privation matérielle et les ménages avec enfants dont les parents sont sans travail.

Quels sont les scores de la Belgique pour ces trois indicateurs? Quels sont ceux qui nécessitent le plus de moyens financiers, et quels indicateurs notre pays privilégie-t-il?

Pour quels indicateurs avons-nous le plus et le moins de chances d'arriver à des résultats? Quels indicateurs relèvent-ils respectivement des compétences de l'État fédéral et des entités fédérées?

Quel indicateur le ministre estime-t-il prioritaire? Qu'en est-il de la mise en œuvre technique des indicateurs du baromètre de la pauvreté? Quelles initiatives et mesures concrètes ont-elles déjà été prises sur la base des indications fournies par ce baromètre?

05.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je dispose des scores de la Belgique pour les trois indicateurs à la fois en chiffres absolus et en pourcentages.

Le risque de pauvreté concerne 857 000 personnes, soit 8,1 % de la population; la privation matérielle concerne 200 600 personnes, soit 1,9 % de la population; et 435 262 personnes font partie de ménages sans emploi, soit 4,1 % de la population. En outre, 126 789 personnes (1,2 %) sont exposées à un risque de pauvreté et connaissent également une privation matérielle; 348 659 personnes (3,3 %) sont exposées à ce même risque et font en outre partie d'un ménage sans emploi; tandis que 47 177 personnes (0,5 %) faisant partie d'un tel ménage subissent en outre une privation matérielle. Enfin, 220 730 personnes (soit 2,1 %) cumulent à la fois le risque de pauvreté financière, une privation matérielle et l'appartenance à un ménage sans emploi. Au total, quelque 2 209 414 personnes sont ainsi concernées, soit 21,20 % de la population. Je vous remets le tableau.

Les choix politiques visant à améliorer les scores figurent dans le Programme national de réforme déposé par la Belgique auprès de la Commission européenne. L'objectif européen visant à sortir au moins 20 millions de personnes de la pauvreté se traduit concrètement pour la Belgique par une réduction de 330 000 pauvres d'ici à 2020. Toutes les initiatives politiques des entités fédérales et fédérées figurent également dans ce plan.

Pour obtenir une image globale, nous devons suivre les trois indicateurs.

Les chiffres du baromètre de la pauvreté interfédéral ne sont pas des données nouvelles. Ils proviennent de séries de données existantes, comme l'enquête SILC et l'enquête sur les forces de travail. Les données numériques sont adaptées dès que de nouvelles données sont disponibles et la version papier est mise à jour une fois par an. Le baromètre interfédéral de la pauvreté doit être considéré comme un instrument de monitoring et de suivi de la pauvreté en Belgique. Un manuel pédagogique est en cours de réalisation pour rendre la fonction de sensibilisation de cet instrument accessible à un public aussi large que possible.

05.03 Stefaan Vercamer (CD&V): La réponse reste générale. Quelles sont les priorités?

05.04 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous attendons un nouveau gouvernement et une nouvelle déclaration de politique générale.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n° 1343 de Mme Kitir et n° 1358 de Mme Jadin sont reportées à leur demande.

06 Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise à disposition par les CPAS de places d'accueil supplémentaires pour des réfugiés" (n° 1432)

06.01 Sonja Becq (CD&V): Pour faciliter l'accueil des réfugiés, il a été demandé aux CPAS, par l'entremise de la VVSG, s'ils étaient prêts à créer des places d'accueil supplémentaires.

Quand la demande officielle a-t-elle été envoyée aux CPAS? Combien de CPAS ont déjà répondu à cette demande? Quelle a été leur réponse? Quelles sont les démarches à effectuer maintenant?

06.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La demande officielle adressée aux CPAS par le premier ministre a été transmise le 13 octobre 2010. Mais les CPAS en avaient déjà été informés précédemment par Fedasil et les associations faïtières. Fin septembre, les CPAS qui disposaient déjà d'une initiative locale d'accueil, avaient ainsi déjà été informés de la demande d'extension par les coordinateurs régionaux locaux de Fedasil.

Les associations faïtières des CPAS ont réitéré cette demande. Au total, 707 places ont déjà été proposées. Des réunions d'information sont prévues dans le courant du mois dans chaque région.

Dans un premier temps, les projets locaux transmettent leurs propositions à Fedasil. Chaque proposition comprend la composition des ménages, la description des logements, le cadre du personnel et une date de début. Ensuite, Fedasil visite les logements et rédige un rapport. Dès que les places sont disponibles, elles peuvent être occupées, l'organisation étant assurée par le service dispatching de Fedasil.

06.03 Sonja Becq (CD&V): Ça, c'est le parcours théorique, mais qu'en est-il dans la pratique? Combien, parmi les 707 places proposées, ont-elles déjà fait l'objet d'une visite de Fedasil? J'aimerais avoir ces chiffres, même plus tard, au cas où le secrétaire d'État n'en disposerait pas pour l'instant.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les manœuvres de Fedasil pour éviter d'exécuter les ordonnances la condamnant sous astreinte à fournir un hébergement" (n° 1441)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): En réponse aux arguments de Fedasil, les juges du tribunal du travail ont prévu que l'astreinte ne commençait à courir qu'après cinq jours à dater de la signification, pour permettre à Fedasil de trouver une structure d'hébergement.

J'ai appris que Fedasil profitait de cette situation: elle convoque le demandeur à date et heure précises. Le jour prévu, le demandeur se présente au siège de Fedasil pour s'entendre dire qu'on ne lui désignera pas de lieu d'hébergement car il n'y a plus de place. Mais Fedasil refuse de lui délivrer une attestation disant qu'il s'est présenté, ce qui permettra ensuite à Fedasil de dire que les astreintes ne sont pas dues!

De même, au lieu de prévenir par fax les avocats que leur client est convoqué tel jour à telle heure pour se voir désigner un hébergement, Fedasil appose tout à la fin de l'ordonnance qui leur est signifiée un autocollant sur lequel il est écrit que la personne concernée est convoquée.

Les avocats n'ont pas l'habitude de consulter la fin du jugement qui leur a déjà été signifié et qu'ils connaissent et ne voient pas qu'un petit autocollant reprenant la convocation a été apposé. En outre, lorsqu'ils reçoivent cette convocation tard en soirée, il est très difficile de convoquer certains clients.

Pourriez-vous m'expliquer ce qu'il en est de ces nouvelles pratiques?

07.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): Pour l'instant, nous faisons face et nous n'aurons plus de condamnations aux astreintes. J'espère que les choses évolueront dans le même sens, même si nous n'avons aucune idée de ce que sera l'afflux de demandeurs d'asile dans les prochains mois. Fedasil exécute systématiquement les décisions de justice la condamnant à offrir un hébergement, que ce soit avec ou sans astreinte.

Dans le cadre de la gestion des condamnations, Fedasil a mis en place un système consistant à inviter les personnes pour lesquelles elle avait été condamnée à offrir une place d'accueil, pour autant qu'elles aient droit à l'aide matérielle, à se présenter au siège de l'agence. Cette convocation est communiquée via un courrier adressé à leur avocat. Fedasil doit faire face depuis quelques mois à une augmentation des demandes d'asile.

Considérant l'augmentation des contentieux, Fedasil a mis en place un nouveau système, consistant à inviter le bénéficiaire à se présenter à une heure et une date précises en vue d'être hébergé, via une déclaration directement faite par Fedasil auprès de l'huissier de justice instrumentant, qui la retranscrit sur la signification.

Cette déclaration est généralement faite sur la première page de la signification, si la configuration du document le permet. Il appartient ensuite à l'huissier instrumentant d'en informer son mandataire, l'avocat du requérant ou le requérant lui-même. Pour faciliter cette tâche, il a été convenu que l'on apposerait une étiquette sur la première page de la signification.

Fedasil n'utilise nullement de manœuvres visant à tromper la vigilance des avocats! Ce système, existant en plus de l'ancien système, est appliqué depuis plusieurs semaines.

Lors de la mise en place de ce nouveau système, les personnes qui n'avaient pas pu être hébergées, faute de s'être présentées à la date convenue, ont pu ensuite être hébergées par Fedasil via une seconde invitation à se présenter.

Lorsque Fedasil est condamnée et que le demandeur se présente au siège après avoir été invité, une place d'accueil lui est en principe octroyée. Dans la négative, une attestation signifiant que la personne s'est présentée est systématiquement remise à l'intéressé.

Cette pratique consistant à inviter le bénéficiaire à se présenter au siège de Fedasil via une étiquette apposée sur la première page de la signification n'est nullement contestable. Elle vise à améliorer le traitement des contentieux judiciaires, en vue de proposer rapidement une place d'accueil à la personne requérante.

Le but d'une condamnation est l'obtention d'une place d'accueil et non le paiement de lourdes astreintes. En invitant les bénéficiaires à se présenter pour être accueillis, le seul objectif de Fedasil est de respecter une condamnation judiciaire.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je ne pense pas que Fedasil ait exécuté systématiquement toutes les

condamnations.

Il faut rappeler aux travailleurs du secteur que, s'il y a eu un problème avec l'étiquette apposée sur la signification et que les gens n'ont pas vu qu'ils étaient convoqués, ils peuvent demander une seconde invitation à se présenter et que, par ailleurs, toute personne qui s'est présentée a droit à une attestation et garde ainsi un droit au logement.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1509, 1510, 1590, 1651 et 1704 de Mme Smeyers ont été reportées à sa demande. Elle est retenue dans une autre commission. Je n'ai aucune nouvelle de Mme Lanjri.

08 Questions jointes de

- **Mme Nahima Lanjri** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le retard dans le paiement des revenus d'intégration" (n° 1529)

- **Mme Maya Detiège** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les moyens de fonctionnement des CPAS" (n° 1557)

- **M. Hans Bonte** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes de paiement des revenus d'intégration" (n° 1559)

- **M. Wouter De Vriendt** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement des revenus d'intégration aux villes et communes" (n° 1584)

- **Mme Sarah Smeyers** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement des revenus d'intégration aux villes et communes" (n° 1590)

- **Mme Zoé Genot** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le retard dans le paiement du RIS par les CPAS" (n° 1741)

08.01 Maya Detiège (sp.a): Le ministre du Budget avait promis de verser en décembre encore le budget supplémentaire pour les CPAS. Cela a-t-il été le cas?

Selon une estimation faite par M. Bonte et moi-même, une augmentation du budget de 39 millions d'euros est nécessaire. Le secrétaire d'État est-il d'accord avec nous pour dire que l'augmentation de 32,5 millions d'euros ne suffira pas? Les CPAS devront, dans ce cas, supporter eux-mêmes la charge des intérêts. Il y a de fortes chances pour qu'en 2011, on se retrouve dans la même situation qu'à la fin de l'année passée.

Le secrétaire d'État partage-t-il l'avis de M. Vanhengel qui pense que ceci constitue un problème pour les CPAS?

08.02 Hans Bonte (sp.a): Le revenu d'intégration est un outil précieux pour réhabiliter pleinement des personnes au sein de la société. Hélas, tous les CPAS ne font pas suffisamment usage de la loi sur le revenu d'intégration. En dépit de la volonté d'activation de cette loi, on ne mise pas suffisamment, en cette période de crise, sur l'élargissement du budget et l'emploi des bénéficiaires du revenu d'intégration.

Le gouvernement a annoncé une augmentation du budget pour les revenus d'intégration, mais il est permis de douter que les subsides soient suffisants. Le risque existe que les CPAS locaux accusent des déficits financiers. Ce problème doit être abordé de manière structurelle.

Le gouvernement est-il disposé à prévoir un rattrapage pour les CPAS qui appliquent correctement la loi et jouent leur rôle comme il se doit?

08.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Les CPAS subissent une pression énorme à cause de l'augmentation de la pauvreté et du nombre de demandes d'obtention du revenu d'intégration. À la fin de l'an dernier, Gand et Anvers, parmi d'autres villes, ont tiré la sonnette d'alarme quand elles ont dû emprunter pour

pouvoir payer les revenus d'intégration.

Le gouvernement a promis aux CPAS un montant supplémentaire de 32,5 millions d'euros. Ce montant a-t-il été versé le 24 décembre, comme promis? Comment sera-t-il remédié à ces problèmes pour le budget 2011? Certains coûts seront-ils supportés par les administrations locales? Prévoit-on un remboursement pour les villes et communes qui devront assumer des charges d'intérêts? Comment peut-on éviter de connaître la même situation cette année?

08.04 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Le CPAS d'Anvers a annoncé avoir dû emprunter 10 millions d'euros pour pouvoir payer les revenus d'intégration. On s'est alors rendu compte du problème, généralisé à tous les CPAS.

Comptez-vous rembourser les intérêts que les CPAS devront payer et à combien s'élèveront-ils?

Comment expliquez-vous que le budget ait été clairement sous-estimé?

Ne risque-t-on pas de connaître la même situation dans les prochains mois, vu l'augmentation de la pauvreté?

N'est-il pas temps de revoir la loi de financement des CPAS en augmentant la part de l'État fédéral dans la prise en charge du revenu d'intégration?

08.05 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Lors du contrôle budgétaire effectué au printemps 2010, les moyens budgétaires nécessaires avaient bel et bien été demandés. À ce moment, le gouvernement a jugé plus judicieux de réévaluer la situation en septembre 2010. Le contrôle budgétaire effectué par le gouvernement en affaires courantes a cependant pris du retard. Dans l'intervalle, la Chambre a voté l'ajustement budgétaire. Les montants ont été versés aux CPAS dès le 22 décembre 2010.

En ce qui concerne les subventions des revenus d'intégration, l'exercice budgétaire commence en novembre de l'année précédente et se termine douze mois plus tard en octobre. Sur le budget 2010, il ne restait donc plus qu'à acquitter l'état mensuel d'octobre 2010.

Il s'agissait pour le CPAS d'Anvers de 4,6 millions d'euros et de 2,2 millions d'euros pour celui de Gand. Les montants cités par certains sont donc exagérés.

Les paiements relatifs au premier trimestre 2011 ne poseront aucun problème. Mon administration s'efforce de verser les montants des subventions pour les revenus d'intégration dans les plus brefs délais. La loi du 26 mai 2002 ne prévoit toutefois aucun délai légal pour le remboursement, ni la possibilité de paiement d'intérêts de retard. L'État ne peut donc pas prendre en charge les intérêts de prêts contractés par les CPAS.

(*En français*) Je viens de répondre pour ce qui est de l'année prochaine. Il faut qu'un budget soit voté pour assurer la continuité au-delà de cette période de trois mois. Le problème rencontré a fait l'objet d'une rectification et n'était pas le résultat d'un défaut de prévoyance. Malheureusement, sans base légale, les intérêts de retard ne pourront pas être remboursés aux CPAS.

08.06 Maya Detiège (sp.a): Le chiffre de 10 millions d'euros a été cité par Mme De Coninck elle-même. Je pars du principe que ces données sont exactes. Le raisonnement du gouvernement de procéder à des économies dans ce domaine en période de crise économique me semble très étrange, car ce sont précisément les personnes les plus vulnérables de la société qui sont le plus fortement touchées par la crise.

08.07 Hans Bonte (sp.a): Une fois de plus, nous devons espérer qu'un gouvernement sera mis en place rapidement, car sinon nous serons bientôt confrontés au même problème.

08.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Il est incompréhensible d'un point de vue social que le gouvernement ait choisi d'attendre au printemps 2010. Espérons qu'une marge suffisante sera prévue cette fois-ci.

Le revenu d'intégration est en outre de moins en moins suffisant pour éviter qu'une personne tombe dans la pauvreté. Il conviendra donc également de fournir un effort supplémentaire dans ce domaine.

Espérons que lors de la confection du budget 2011 davantage d'efforts seront fournis par rapport à 2010 et que la proposition de loi de notre groupe constituera une source d'inspiration.

08.09 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il est inquiétant de voir que le problème était diagnostiqué bien à temps et qu'on n'a pas pu y faire face. J'espère avoir rapidement des nouvelles rassurantes pour l'ensemble de l'année 2011.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1587 de M. Mayeur est reportée à sa demande. Mme Lanjri n'est pas présente pour poser sa question n° 1650. La question jointe n° 1651 de Mme Smeyers avait déjà été reportée.

09 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le recours abusif au système de retour volontaire par des Brésiliens illégaux" (n° 1792)

09.01 Theo Francken (N-VA): L'information relative au retour volontaire, plutôt triomphaliste, doit être nuancée.

Pour commencer, le secrétaire d'État Courard est-il compétent dans ce domaine également et le secrétaire d'État Wathelet dès lors uniquement pour les rapatriements forcés?

La communication triomphaliste concerne un petit millier de demandeurs d'asile brésiliens déboutés, retournés volontairement chez eux l'an dernier. En fait, ils n'avaient nullement l'intention de demander l'asile mais simplement de venir travailler au noir pendant un certain temps. Une fois décidés à rentrer, ils reçoivent en plus de leur billet d'avion gratuit une prime de réintégration de 950 euros. C'est de l'abus pur et simple et le secrétaire d'État le sait parfaitement.

Qu'en pense-t-il? Ne faut-il pas intervenir?

Présidente: Maya Detiège.

L'année passée, seulement deux Brésiliens ont demandé l'asile en Belgique. Le fait se passe de commentaires.

Le secrétaire d'État prétend que nous sommes sur la bonne voie, alors qu'en réalité, c'est tout le contraire. L'année passée, 26 936 personnes ont demandé l'asile et 1 000 personnes sont rentrées volontairement dans leur pays d'origine. À la fin novembre 2011, 21 078 personnes avaient déjà obtenu leur régularisation depuis le début de l'année. Tant qu'il sera nettement plus probable d'être régularisé que d'être renvoyé dans son pays, les gens resteront ici et se réfugieront dans la clandestinité. Il n'est donc pas question de traiter la politique de retour comme un sujet tabou: retour volontaire si possible, retour forcé s'il le faut. Aux Pays-Bas, les autorités font preuve de beaucoup plus de cohérence en la matière, et ne paient par exemple pas de prime de réintégration lorsqu'une personne s'inscrit dans un processus de retour volontaire sans retourner effectivement dans son pays.

Que compte faire le secrétaire d'État et quel est le point de vue du gouvernement à cet égard? J'espère que nous pourrions travailler ensemble sur ce dossier.

L'opinion publique flamande est opposée à la politique de migration de la Belgique en raison notamment de l'absence de politique de retour. Pas plus tard qu'aujourd'hui, j'ai pris connaissance des conclusions dévastatrices d'une étude du Réseau européen des migrations sur la politique de retour volontaire appliquée par la Belgique. Cette étude n'a cependant pas été publiée, peut-être parce que le cabinet du secrétaire d'État ne le souhaitait pas. En résumé, les conclusions de l'étude soulignent que les modalités actuelles ne sont pas suffisamment différenciées pour réagir aux différentes situations individuelles, que l'accès au soutien financier est insuffisamment réglementé et le programme de réintégration se substitue trop

facilement au programme de retour volontaire. Le coût moyen augmente par conséquent sans aucune plus-value proportionnelle. Il faudrait relever le montant de l'aide financière tout en l'octroyant de manière plus sélective. En réalité, le retour volontaire entraîne un effet d'aspiration. Est-il possible de faire pire?

Il est essentiel de définir strictement le groupe cible pour limiter ce risque. Une utilisation maximale de l'aide disponible suppose un niveau suffisamment élevé d'accompagnement au retour. Or à en croire l'étude, nous sommes encore très loin du compte sur ce plan. Des améliorations sont indispensables en matière de suivi, d'analyse et d'évaluation.

Étant donné les conclusions choquantes de l'étude, je ne manquerai pas de vous poser ultérieurement une nouvelle question sur le sort que l'on y aura réservé. Comment envisagez-vous de lutter contre les abus relatifs au régime du retour volontaire, ce système devenant pour certains une sorte d'agence de voyages offrant d'excellentes conditions?

09.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les demandes d'asile sont acceptées dans 25 % des cas seulement. En 2010, 915 Brésiliens sont retournés volontairement sur un total de 2 957 personnes. Par rapport à d'autres pays européens, ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel.

Les Brésiliens qui recourent au programme de retour volontaire ne bénéficient qu'exceptionnellement d'une aide supplémentaire à la réintégration. En 2010, il s'agissait de 110 personnes c'est-à-dire 12 % seulement. Il est donc faux que tous les Brésiliens empochent automatiquement 950 euros en repartant.

Le programme est accessible à tous les étrangers qui n'ont pas de titre de séjour valable, qu'ils aient introduit une demande d'asile ou non. Les Brésiliens en séjour illégal remplissent donc les critères d'admission; il ne s'agit pas d'abus en l'occurrence.

Pour les actions de prévention, je vous renvoie à mon collègue chargé de la Politique de migration et d'asile.

La valeur ajoutée du retour volontaire réside dans le fait qu'il offre une alternative accessible et acceptable à chaque migrant. Des consultants de retour travaillent dans tous les centres d'accueil et les initiatives locales d'accueil des CPAS sont soutenues par quatre consultants régionaux. Dans ce cadre, il est fait appel à d'innombrables ONG et organisations de migrants qui informent les candidats et constituent les dossiers de retour.

09.03 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État déclare que seules 110 personnes ont perçu ces 950 euros. Si je comprends bien, 110 personnes ont reçu la prime de réintégration de 700 euros et les autres se sont vu offrir un billet d'avion et 250 euros. Est-ce correct? (*Assentiment*)

Le secrétaire d'État prétend qu'il n'est pas question d'abus, mais je ne suis absolument pas d'accord avec lui. Au cours des prochaines années, nous devons réfléchir sérieusement à la manière dont nous pouvons renvoyer le plus rapidement possible dans leur pays les personnes qui reçoivent un avis négatif.

Bob Pleysier propose d'ouvrir des centres ouverts de retour comme aux Pays-Bas, de préférence dans une caserne située pas trop loin de l'aéroport. Les demandeurs d'asile pourraient y bénéficier d'un accueil prolongé lorsqu'ils sont en fin de procédure mais avec comme seul objectif: le retour. Ils doivent donc effectivement souscrire à un programme de retour. Il faut également s'atteler à la mise en place d'une interdiction de réadmission pour les personnes rapatriées de force.

J'attends beaucoup des accompagnateurs du retour et des coachs, un projet auquel Fedasil s'attèle.

Un changement de mentalité doit s'opérer sur le terrain. Il faut s'investir davantage dans le retour volontaire, de préférence, mais forcé si nécessaire.

L'incident est clos.

10 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration

sociale, sur "le Fonds européen pour le retour" (n° 1795)

10.01 Theo Francken (N-VA): Le Fonds européen pour le retour est une bonne initiative de l'Union européenne et couvre la période 2008-2013. Le Fonds prévoit pour la Belgique un montant de 2,8 millions d'euros. Sauf erreur de ma part, la Belgique devra libérer un montant identique.

Il y a trois priorités: l'information sur les programmes de retour volontaire, l'amélioration du *pre-departure counseling* lors de la préparation du retour et le renforcement du programme de réintégration.

Qui a introduit quels projets en fin de compte? Quels projets ont été approuvés et pour quel montant? Qui faisait partie du comité de monitoring? À quels résultats les réunions de ce comité ont-elles abouti? Comment le secrétaire d'État évalue-t-il les projets? Des problèmes se posent-ils pour certains projets?

10.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'Office des Étrangers est compétent pour le Fonds européen pour le retour. Pour ce qui est des projets introduits, des approbations et des montants, je vous demanderai donc de bien vouloir vous adresser au secrétaire d'État Wathelet.

Je peux cependant confirmer que Fedasil, compétent pour l'organisation des programmes de retour volontaire, participe aux réunions du comité de monitoring. Ces réunions sont organisées par la cellule fonds européens de l'Office des Étrangers.

Les projets se sont achevés le 31 décembre. Il est donc trop tôt pour en communiquer les résultats ou procéder à une évaluation formelle.

10.03 Theo Francken (N-VA): Je ne vous demande pas un rapport définitif mais simplement qu'un membre du gouvernement nous fasse part de quelques résultats provisoires.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 54.

De vergadering wordt geopend om 10.15 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het grootstedenbeleid" (nr. 1531)

01.01 Ben Weyts (N-VA): Voor de eerste drie maanden van het jaar werd ruim 15 miljoen euro ingeschreven voor het grotestedenbeleid. In de eerste helft van het jaar zou 30 miljoen gaan naar zeventien steden in het kader van de contracten Duurzame Stad. Daarnaast wordt een besparing aangekondigd van 2 miljoen euro, maar het is niet duidelijk waar.

Hoe worden de middelen verdeeld per stad en per Gewest? Over hoeveel nieuwe projecten gaat het? Valt dit te rijmen met het concept lopende zaken? Op welke manier zal de besparing van 2 miljoen euro gerealiseerd worden?

01.02 Minister Michel Daerden (*Nederlands*): De voorbije tien jaar selecteerden de opeenvolgende regeringen 11, 15 en vervolgens 17 steden voor het grotestedenbeleid. Projecten werden geselecteerd in overeenstemming met de filosofie van deze politiek.

(*Frans*) Het gaat erom de sociale cohesie te versterken, de ecologische voetafdruk te verkleinen en de aantrekkingskracht van en onderlinge samenwerking tussen de steden te vergroten. Ik bezorg u de opsplitsing per stad van de bedragen die gedurende de eerste zes maanden werden toegekend.

(*Nederlands*) In 2010 werd een toelage van 1,2 miljoen euro ter beschikking gesteld van de OCMW's van Luik, Antwerpen en Brussel ter versterking van het begeleidingstraject van de geregulariseerde asielzoekers.

De contracten Duurzame Stad 2011 zijn allemaal verlengingen van de contracten 2010.

(Frans) Eenentwintig nieuwe projecten, samen goed voor een bedrag van 8 miljoen euro, kwamen niet in aanmerking.

(Nederlands) Ten derde is er een besparing van 2 miljoen euro.

(Frans) De besparing van 1,946 miljoen (per trimester, wat neerkomt op 8 miljoen voor het hele jaar) stemt overeen met één vierde van de bedragen die voordien aan nieuwe projecten werden toegewezen.

01.03 Ben Weyts (N-VA): Er is dus een inflatie van steden. Op zes maanden tijd krijgt de grootstad La Louvière 1,2 miljoen euro. Dan kan men zich vragen stellen bij de doelmatigheid van het beleid.

Ook de communautaire verdeelsleutel is een heikel punt. Alle Vlaamse partijen vinden een grotestedenbeleid op federaal niveau zinloos en een bevoegdheidsusurpatie. Ik hoop dat de overdracht ervan aan de deelstaten een van de besparingsvoorstellen van premier Leterme zal zijn.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de nieuwe inzichten in verband met de digitale kloof" (nr. 549)

02.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Waar we enkele jaren geleden spraken over een digitale kloof tussen oud en jong en een kloof tussen arm en rijk, zien we nu een andere ongelijkheid ontstaan door de hoeveelheid informatie die via het net tot bij ons komt. Sommigen kunnen daar goed mee omgaan en beschikken over voldoende kritische vaardigheden om uit te maken wat relevant is. Anderen kunnen dat niet en worden overstelpt met informatie, die niet altijd goedaardig is.

Heeft het nationale actieplan ter bestrijding van de digitale kloof rekening gehouden met die nieuwe inzichten? Wordt aandacht besteed aan het aanleren van vaardigheden om met informatie om te gaan?

02.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het nationale actieplan ter bestrijding van de digitale kloof uit 2005 bestaat uit twee fases van vijf jaar. In 2010 werd de eerste fase afgerond. Ter voorbereiding van de tweede fase hebben de Fondation Travail-Université en de Katholieke Hogeschool Kempen de eerste fase en de verschillende binnen- en buitenlandse programma's ter bestrijding van de digitale kloof geanalyseerd. Daarnaast hebben zij in hun rapport ook aanbevelingen gedaan voor de tweede fase.

De centrale doelstelling van die eerste fase – het aantal burgers zonder toegang tot ICT met een derde verminderen – werd bereikt en zelfs overtroffen. Volgens de onderzoekers is het aantal niet-gebruikers gedaald van 42 procent in 2005 naar 25 procent in 2009. Het aantal huishoudens zonder internetverbinding bedroeg in 2009 33 procent, terwijl het in 2005 nog 50 procent was.

De toename van het internetgebruik ligt echter niet bij de huishoudens met lage inkomens. De kloof tussen de inkomensgroepen is zelfs toegenomen.

Daarnaast is er ook een digitale kloof 'van de tweede graad' ontstaan, die zich niet op het zuiver materiële niveau, maar op intellectueel en sociaal niveau situeert. Zelfs als de toegangsbarrière is overwonnen, blijft er een ongelijkheid op het vlak van gebruik, te wijten aan een gebrek aan vaardigheden om met ICT om te gaan én aan positieve stimulansen.

De tweede fase zal aan deze twee verschuivingen aandacht moeten schenken. Alle overheden moeten blijven werken aan de digitale integratie van alle burgers. Ik hoop dan ook dat de uitwerking van de tweede fase in de komende maanden op de agenda van de interministeriële conferentie kan worden geplaatst.

02.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik ben benieuwd hoe die multidimensionale aanpak zal worden vertaald naar concrete beleidsnota's.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de opvang van asielzoekers in het vakantiecentrum te Borzée" (nr. 1715)

03.01 Peter Logghe (VB): Werd het vakantiecentrum Borzée in oktober 2010 gesloten omwille van problemen met de veiligheidsvoorschriften? Kwam dit tot uiting bij de veiligheidscontrole door de brandweer? Worden andere veiligheidsvoorschriften gehanteerd voor de opvang van asielzoekers, vermits in dat centrum inmiddels asielzoekers verblijven? Welke andere vakantiecentra komen momenteel in aanmerking voor de opvang van asielzoekers en hoe zit het dan met de veiligheidsvoorschriften? Kan ik een lijst van die centra krijgen?

03.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het vakantiecentrum van Borzée was tot begin december 2010 operationeel als vakantiecentrum, met een brandveiligheidsattest dat loopt tot 13 december 2011. Aangezien Fedasil er nu asielzoekers opvangt, werd inmiddels al een aantal bijkomende veiligheidsmaatregelen genomen. De brandweer heeft zich daarbij gebaseerd op haar expertise en op de relevante Waalse wetgeving. Fedasil hanteert doorgaans strengere veiligheidsnormen dan de toepasselijke wetgeving.

Er is geen lijst met vakantiecentra die in aanmerking komen voor de opvang van asielzoekers.

De preventieadviseur van het agentschap controleert elk mogelijk gebouw en telkens wordt een advies gevraagd van de brandweer.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het open asielcentrum van Vijfwegen in West-Vlaanderen" (nr. 1908)

04.01 Peter Logghe (VB): In Vijfwegen, een dorp met 1.100 inwoners, zijn minstens 200 asielzoekers ondergebracht in een open asielcentrum. Het betreft een oude legerkazerne in de onmiddellijke omgeving van een belangrijk munitiedepot. De asielzoekers zorgen voor overlast, onder meer omdat ze de verkeersregels bij het fietsen niet kennen en niet respecteren. Hoe zit het met de aansprakelijkheid bij verkeersongevallen? Zijn die asielzoekers verzekerd?

Vlakbij het asielcentrum staat een tiental woningen leeg waar vroeger officieren van de legerkazerne werden ondergebracht. Klopt het dat men deze woningen zal inrichten voor asielzoekers? Hoe probeert de overheid de overlast in te dijken? Wordt er geverbaliseerd?

04.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De federale Staat is zijn eigen verzekeraar. Elke schadeclaim wordt onderzocht. Desgevallend draagt Fedasil bij in de kosten als gevolg van een ongeval.

Er worden preventief fietslessen georganiseerd voor bewoners van het centrum. Ze krijgen fluojassen en een afneembaar fietslicht. Op de bewonersvergaderingen wordt geregeld gevraagd om de oude treinbedding te gebruiken om te fietsen.

Defensie heeft de kazerne zonder de officierswoningen overgedragen aan de Regie der Gebouwen. Er zijn momenteel geen plannen om die als woningen voor asielzoekers te gebruiken.

De politie kwam in de beginperiode wekelijks naar het centrum voor een informeel contact. De frequentie ligt nu lager, net omdat er geen problemen worden gesignaleerd. De politie komt langs als er nieuwe inschrijvingen zijn.

Indien er overtredingen worden begaan, kan er altijd een klacht worden ingediend bij de politie, die desgevallend ook de bewoners van het centrum verbaliseert.

04.03 Peter Logghe (VB): Het antwoord bevredigt mij niet helemaal. De vraag is natuurlijk hoe vlug Fedasil zal bijdragen na een verkeersongeval. Ik neem er nota van dat er geen plannen zijn om die woningen te gebruiken.

De frequentie van de politiecontroles is gedaald. De minister zegt dat er geen klachten zijn. Ik raad de politie aan om regelmatig eens aan te bellen bij de buurtbewoners voor een controlebezoek.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de Belgische indicatoren voor het bestrijden van de armoede in het kader van de EU 2020 strategie" (nr. 570)

05.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Europa laat de lidstaten grote vrijheid om zelf te bepalen op welke manier ze de armoedereductiedoelstellingen willen halen. De Commissie suggereert te werken aan drie armoede-indicatoren: het financiële armoederisico, de materiële deprivatie en de gezinnen met kinderen van wie de ouders geen werk hebben.

Wat zijn voor ons land de scores voor deze drie indicatoren? Welke indicatoren vergen de meeste financiële middelen en op welke wil men inzetten?

Voor welke indicatoren zijn resultaten eenvoudig of moeilijk te behalen? Welke behoren tot de federale en welke tot de deelstaatbevoegdheden?

Welke indicator vindt de minister prioritair? Hoe staat het met de technische uitwerking van de indicatoren van de armoedebarmometer? Welke concrete acties en beleidsmaatregelen werden al gevoerd en getroffen op basis van de barometer?

05.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De Belgische score voor deze drie indicatoren heb ik in absolute cijfers en percentages.

Voor armoederisico gaat het om 857.000 personen, of 8,1 procent, voor materiële deprivatie om 200.600 personen, 1,9 procent, voor werkloze huishoudens om 435.262 personen, 4,1 procent, voor armoederisico en materiële deprivatie om 126.789 personen, 1,2 procent, voor armoederisico en werkloze huishoudens om 348.659 personen, 3,3 procent, voor materiële deprivatie en werkloosheidshuishoudens om 47.177 personen, 0,5 procent, voor armoederisico gaat het inzake materiële deprivatie en werkloosheidshuishoudens om 220.730 personen of 2,1 procent. In totaal gaat het om 2.209.414 personen of 21,20 procent. Ik bezorg de tabel.

De beleidskeuzes om de scores te verbeteren staan in het Nationaal Hervormingsprogramma dat België bij de EC heeft ingediend. De Europese doelstelling om minstens 20 miljoen mensen uit de armoede te halen,

vertaalt zich voor België in de concrete doelstelling om 330.000 armen minder te hebben tegen 2020. In dat plan staan ook alle beleidsinitiatieven van de federale en de gedefedereerde entiteiten vermeld.

Om een totaalbeeld te krijgen, moeten we de drie indicatoren opvolgen.

De cijfers uit de interfederale armoedebarmometer zijn geen nieuw gecreëerde gegevens. Zij putten uit bestaande datareeksen, zoals de SILC-enquête en de arbeidskrachtenenquête. De digitale gegevens worden aangepast zodra er nieuwe gegevens zijn, de papieren versie wordt eenmaal per jaar bijgewerkt. De interfederale armoedebarmometer moet worden gezien als een monitoring- en opvolgingsinstrument van de armoede in België. Er is een pedagogische handleiding in de maak om de sensibiliseringsfunctie van dit instrument voor een ruim publiek toegankelijk te maken.

05.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Het antwoord blijft steken in algemeenheden. Op welke prioriteit wil men inzetten?

05.04 Staatssecretaris **Philippe Courard (Nederlands):** We wachten op een nieuwe regering en een nieuwe beleidsverklaring.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Vraag nr. 1343 van mevrouw Kitir en vraag nr. 1358 van mevrouw Jadin worden op hun verzoek uitgesteld.

06 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "bijkomende opvang voor vluchtelingen door OCMW's" (nr. 1432)

06.01 Sonja Becq (CD&V): Om de opvang van vluchtelingen te vergemakkelijken werd, via de VVSG, aan de OCMW's gevraagd of zij bereid zijn om een aantal bijkomende opvangplaatsen te creëren.

Wanneer vertrok de officiële vraag naar de OCMW's? Hoeveel OCMW's hebben op die vraag al geantwoord? Wat was hun antwoord? Wat zijn de volgende stappen die moeten worden gezet?

06.02 Staatssecretaris **Philippe Courard (Nederlands):** De officiële vraag van de eerste minister aan de OCMW's vertrok op 13 oktober 2010. Maar de OCMW's werden door Fedasil en de overkoepelende verenigingen al eerder geïnformeerd. Zo werden eind september de OCMW's die reeds een lokaal opvanginitiatief hadden, door de lokale regiocoördinatoren van Fedasil al op de hoogte gebracht van de vraag naar uitbreiding.

De overkoepelende verenigingen van OCMW's herhaalden die vraag. In totaal werden reeds 707 plaatsen voorgesteld. Nog deze maand komen er in elke regio informatievergaderingen.

Eerst wordt een voorstel van het lokale project aan Fedasil bezorgd, met daarin de samenstelling van de gezinnen, de passende logementen, het personeelskader voor de begeleiding en een startdatum. Fedasil bezoekt dan die adressen en stelt een verslag op. Zodra de plaatsen ter beschikking worden gesteld, kunnen zij bezet worden, iets wat wordt georganiseerd door de dienst Dispatching van Fedasil.

06.03 Sonja Becq (CD&V): Dat is het theoretische parcours, maar hoe ver staan we in de praktijk? Hoeveel van de 707 plaatsen die werden voorgesteld, zijn al door Fedasil bezocht? Ik zou die cijfers graag later krijgen als de staatssecretaris er nu niet over beschikt.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de kunstgrepen die Fedasil uithaalt om de beschikkingen waarin wordt bepaald dat het op straffe van betaling van een dwangsom huisvesting moet bieden, niet te

hoeven uitvoeren" (nr. 1441)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): In antwoord op de argumenten van Fedasil hebben de rechters van de arbeidsrechtbank bepaald dat de dwangsom pas van kracht wordt op de vijfde dag na de betekening van de beschikking teneinde Fedasil in staat te stellen een onderkomen voor de betrokken asielzoeker te vinden.

Naar verluidt profiteert Fedasil van die situatie door de asielzoeker op een welbepaalde dag en tijdstip op te roepen. Op die dag meldt de betrokkene zich aan bij het hoofdkantoor van Fedasil en krijgt dan te horen dat hij geen verblijfplaats toegewezen krijgt wegens plaatsgebrek. Fedasil weigert de betrokkene echter een bewijs mee te geven waarop staat dat hij zich heeft aangemeld, zodat het agentschap achteraf kan beweren dat er geen dwangsommen verschuldigd zijn!

Fedasil stuurt evenmin een fax naar de advocaten van de asielzoeker om mee te delen op welke dag en tijdstip de betrokkene zich moet aanmelden om een verblijfplaats toegewezen te krijgen. In plaats daarvan wordt er aan het einde van de beschikking een sticker geplakt waarop geschreven staat dat de betrokkene opgeroepen wordt.

De advocaten kijken doorgaans niet naar het einde van het vonnis dat ze al ontvangen hadden en waarvan ze de inhoud kennen en zien bijgevolg het stickertje met de oproeping niet. Bovendien is het voor de advocaten bijzonder lastig om bepaalde cliënten op te roepen wanneer ze die oproeping 's avonds laat ontvangen.

Kan u opheldering verschaffen over die nieuwe praktijken?

07.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Frans): Momenteel hebben we de situatie min of meer onder controle. Er zullen geen veroordelingen tot dwangsommen meer volgen. Ik hoop dat de toestand verder positief zal evolueren, ook al hebben we geen enkel zicht op de toestroom van asielzoekers tijdens de komende maanden. Fedasil geeft in elk geval systematisch gevolg aan de rechterlijke beslissingen volgens welke het, al dan niet op straffe van een dwangsom, wordt veroordeeld tot het aanbieden van huisvesting.

In het kader van het beheer van die veroordelingen had Fedasil al een systeem op poten gezet, waarbij de personen aan wie het agentschap volgens de rechtbank een opvangplaats moet aanbieden, op de hoofdzetel worden uitgenodigd, voor zover ze natuurlijk recht hebben op materiële hulp. Die oproeping gebeurt via een schrijven dat aan hun advocaat wordt gericht. Sinds enkele maanden krijgt Fedasil echter steeds meer asielaanvragen te verwerken.

Gelet op de toename van het aantal geschillen, heeft Fedasil dan ook een nieuw, tweede systeem ingevoerd, waarbij de begunstigde wordt verzocht zich op een welbepaalde datum en op een welbepaald tijdstip aan te melden met het oog op zijn huisvesting. Dit gebeurt via een rechtstreekse verklaring van Fedasil aan de instrumenterende gerechtsdeurwaarder, die deze in de betekening overschrijft.

Die verklaring staat over het algemeen op de eerste bladzijde van de betekening, als de opmaak van het document zulks toelaat. Het is dan aan de instrumenterende gerechtsdeurwaarder om de gemachtigde, de advocaat van de eiser of de eiser zelf op de hoogte te brengen. Teneinde die opdracht te vergemakkelijken, werd overeengekomen dat er een sticker op de eerste bladzijde van de betekening wordt geplakt.

Fedasil past helemaal geen kunstgrepen toe om ervoor te zorgen dat de advocaten een en ander niet opmerken! Dat nieuwe systeem, dat naast het oude systeem bestaat, wordt sinds enkele weken toegepast.

Toen het nieuwe systeem werd ingevoerd, hebben sommige personen zich niet op de afgesproken datum aangemeld, waardoor ze niet konden worden gehuisvest. Fedasil heeft hun vervolgens een tweede oproepingsbrief gestuurd, waardoor ze toch onderdak hebben kunnen vinden.

Wanneer Fedasil wordt veroordeeld en de betrokken asielzoeker zich na zijn oproeping op de hoofdzetel aanmeldt, wordt hem in principe een opvangplaats toegewezen. Indien dat laatste niet mogelijk is, krijgt de betrokkene systematisch een attest mee waarin wordt bevestigd dat hij zich wel degelijk heeft aangemeld.

Die praktijk, die erin bestaat de begunstigde door middel van een op de eerste bladzijde van de betekening

aangebrachte sticker te verzoeken zich op de zetel van Fedasil te melden, is helemaal niet twijfelachtig. Het is de bedoeling de afhandeling van rechtsgeschillen te verbeteren teneinde snel een opvangplaats voor de betrokkenen te vinden.

Met een veroordeling beoogt men het verkrijgen van een opvangplaats, niet het betalen van een zware dwangsom. Door de begunstigen te verzoeken zich aan te melden om een opvangplaats te krijgen, wil Fedasil zich enkel maar schikken naar een gerechtelijke veroordeling.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ik denk niet dat Fedasil systematisch alle vonnissen waarbij het wordt veroordeeld, nageleefd heeft.

Men moet er de werknemers van de sector aan herinneren dat, als er problemen geweest zijn met de sticker op de betekening en de mensen niet gemerkt hebben dat ze opgeroepen waren, ze een tweede uitnodiging om zich aan te melden kunnen aanvragen en dat voorts elke persoon die zich aanmeldt recht heeft op een attest en op die manier zijn recht op huisvesting behoudt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 1509, 1510, 1590, 1651 en 1704 van mevrouw Smeyers worden op haar verzoek uitgesteld. Zij zit vast in een andere commissie. Van mevrouw Lanjri heb ik niets vernomen.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de vertraging in de uitbetaling van de leeflonen" (nr. 1529)
- mevrouw Maya Detiège aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de werkingsmiddelen van de OCMW's" (nr. 1557)
- de heer Hans Bonte aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de betalingsproblemen voor leeflonen" (nr. 1559)
- de heer Wouter De Vriendt aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de terugbetaling van de leeflonen aan steden en gemeenten" (nr. 1584)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de terugbetaling van de leeflonen aan steden en gemeenten" (nr. 1590)
- mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de achterstand in de betaling van het leefloon door de OCMW's" (nr. 1741)

08.01 Maya Detiège (sp.a): De minister van Begroting had beloofd het bijkomende budget voor de OCMW's nog in december te storten. Is dat gebeurd?

Volgens een schatting van de heer Bonte en mezelf is er een budgetverhoging nodig van 39 miljoen euro. Deelt de staatssecretaris onze mening dat de verhoging van 32,5 miljoen niet zal volstaan? De OCMW's zullen dan zelf de interestlasten moeten dragen. De kans is groot dat we in 2011 in dezelfde situatie als eind vorig jaar terechtkomen.

Deelt de staatssecretaris de visie van minister Vanhengel dat dit een probleem voor de OCMW's is?

08.02 Hans Bonte (sp.a): Het leefloon is een krachtig instrument om mensen volwaardig te laten meetellen in de samenleving. Helaas maken niet alle OCMW's voldoende gebruik van de leefloonwet. Ondanks de activerende bedoeling van die wet, wordt er in deze tijden van crisis te weinig ingezet op de verruiming van

het budget en de tewerkstelling van leefloontrekkers.

De regering heeft een verhoging van het budget voor de leeflonen aangekondigd, maar we betwijfelen of de subsidie zal volstaan. Het risico bestaat dat er financiële tekorten zullen ontstaan bij de lokale OCMW's. Dit probleem moet op een structurele manier worden aangepakt.

Is de regering bereid om in een tegemoetkoming te voorzien voor OCMW's die de wet correct toepassen en hun rol spelen zoals het moet?

08.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De OCMW's staan onder enorme druk door de stijging van de armoede en van het aantal leefloonaanvragen. Een aantal steden, zoals Gent en Antwerpen, trok eind vorig jaar aan de alarmbel toen ze leningen moesten aangaan om de leeflonen te kunnen betalen.

De regering beloofde een extra bedrag van 32,5 miljoen euro voor de OCMW's. Is dat bedrag zoals beloofd doorgestort op 24 december? Hoe worden deze problemen opgevangen in de begroting voor 2011? Worden sommige kosten doorgeschoven naar de lokale besturen? Wordt er in een tegemoetkoming voorzien voor de steden en gemeenten die rentelasten moeten betalen? Hoe kunnen we voorkomen dat dit jaar hetzelfde probleem opduikt?

08.04 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het OCMW te Antwerpen heeft gemeld dat het 10 miljoen euro heeft moeten lenen om de leeflonen te kunnen betalen. Zo kwam aan het licht dat alle OCMW's met dit probleem geconfronteerd worden.

Bent u van plan om de interesten die de OCMW's moeten betalen, terug te betalen? Hoeveel zullen die bedragen?

Waarom was het budget duidelijk te laag geschat?

Dreigt men in de komende maanden niet opnieuw met dezelfde situatie geconfronteerd te worden, gelet op de toenemende armoede?

Wordt het geen tijd dat de wet op de financiering van de OCMW's wordt herzien, opdat de federale staat een groter deel van het leefloon voor zijn rekening zou nemen?

08.05 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Bij de begrotingscontrole in het voorjaar van 2010 werden de nodige budgettaire middelen wel degelijk gevraagd. De regering achtte het toen raadzamer om de situatie in september 2010 te herevalueren. De begrotingscontrole binnen de lopende zaken liep echter vertraging op. Intussen heeft de Kamer de begrotingsaanpassing al goedgekeurd. De bedragen zijn op 22 december 2010 al aan de OCMW's gestort.

Een begrotingsjaar voor de leefloonsubsidies begint in november van het voorgaande jaar en het eindigt twaalf maanden later in oktober. Op het budget 2010 diende dus enkel nog de maandstaat van oktober 2010 te worden betaald.

Voor het OCMW van Antwerpen ging het om 4,6 miljoen euro, in Gent om 2,2 miljoen euro. De door sommigen geciteerde bedragen zijn dus overdreven.

De betalingen voor het eerste trimester 2011 zullen geen problemen opleveren. Mijn administratie streeft ernaar om de leefloonsubsidies zo snel mogelijk uit te betalen. In de wet van 26 mei 2002 is echter geen wettelijke termijn voor terugbetaling vastgelegd. Evenmin is de mogelijkheid vastgelegd om verwijlinteresten te betalen. De Staat kan dus niet de interesten ten laste nemen van leningen die door OCMW's worden aangegaan.

(Frans) Wat ik tot nu toe heb gezegd, heeft betrekking op volgend jaar. Er moet natuurlijk een begroting worden goedgekeurd als we de continuïteit na die eerste drie maanden willen verzekeren. Het probleem dat zich heeft voorgedaan en dat ondertussen werd opgelost, is niet te wijten aan een gebrek aan voorzorg. Zonder wettelijke grondslag kunnen de verwijlinteressen helaas niet aan de OCMW's worden terugbetaald.

08.06 Maya Detiège (sp.a): Het cijfer van 10 miljoen euro komt van mevrouw De Coninck zelf. Ik ga ervan uit dat die gegevens juist zijn. Ik vind de redenering van de regering om daar te bezuinigen tijdens de economische crisis heel raar, want het zijn juist de kwetsbaarste mensen in de maatschappij die door de crisis het hardst geraakt worden.

08.07 Hans Bonte (sp.a): Eens te meer moeten we hopen dat er snel een regering is, want anders zitten we binnenkort weer met hetzelfde probleem.

08.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Het is vanuit sociaal oogpunt onbegrijpelijk dat de regering in het voorjaar van 2010 verkoos om af te wachten. Hopelijk wordt er nu wél voorzien in een voldoende grote marge.

Het leefloon volstaat daarenboven hoe langer hoe minder om iemand uit de armoede te houden. Ook daar moet dus een versterkte inspanning worden geleverd.

Hopelijk doet men bij de begrotingsopmaak van 2011 meer inspanningen dan in 2010 en vindt men inspiratie bij het wetsvoorstel van onze fractie.

08.09 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het is verontrustend dat alhoewel het probleem tijdig werd vastgesteld, men er niets aan heeft kunnen doen. Ik hoop dat we snel geruststellend nieuws krijgen voor de rest van 2011.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1587 van de heer Mayeur wordt op zijn verzoek uitgesteld. Mevrouw Lanjri is er niet om haar vraag nr. 1650 te stellen. De daaraan gekoppelde vraag nr. 1651 van mevrouw Smeyers hadden we al uitgesteld.

09 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het misbruik van het systeem van vrijwillige terugkeer door illegale Brazilianen" (nr. 1792)

09.01 Theo Francken (N-VA): De berichtgeving over de vrijwillige terugkeer is nogal triomfantelijk, maar vergt enige nuancering.

Allereerst, is staatssecretaris Courard ook bevoegd voor deze materie en staatssecretaris Wathelet bijgevolg enkel voor de gedwongen terugkeer?

De triomfantelijke communicatie betreft een schamele 1.000 uitgeprocedeerde Braziliaanse asielzoekers die vorig jaar vrijwillig zijn teruggekeerd omdat zij ook nooit van plan waren om asiel te vragen, maar hier slechts een poos in het zwart wilden komen werken. Eens ze willen terugkeren, krijgen ze naast hun gratis vliegtuigticket nog een reïntegratiepremie van 950 euro. Dat is toch puur misbruik en de staatssecretaris weet dat ook.

Wat vindt hij daarvan? Moeten we dit niet aanpakken?

Voorzitter: Maya Detiège.

Vorig jaar hebben slechts twee Brazilianen asiel aangevraagd in België. Dat zegt genoeg.

De staatssecretaris beweert dat we goed bezig zijn, maar het tegendeel is waar: vorig jaar hebben 26.936 personen asiel aangevraagd en zijn 1.000 mensen vrijwillig teruggekeerd. Tot eind november werden vorig jaar 21.078 mensen geregulariseerd. Zolang de kans op regularisatie veel groter is dan de kans op terugkeer, zal iedereen hier blijven en in de illegaliteit onderduiken. Een terugkeerbeleid mag dus helemaal geen taboe zijn. Vrijwillige terugkeer als het kan, gedwongen terugkeer als het moet. In Nederland treedt men daarin heel wat consequenter op en betaalt men de reïntegratiepremie niet als iemand zich inschrijft voor een traject van vrijwillige terugkeer zonder werkelijke terugkeer.

Wat zal de staatssecretaris hieraan doen en wat is het standpunt van de regering? Hopelijk kunnen we dit samen aanpakken.

De Vlaamse publieke opinie keert zich tegen het Belgische migratiebeleid omdat er onder andere geen terugkeerbeleid is. Ik las vandaag nog de vernietigende conclusies van een studie van het Europees Migratienetwerk over het vrijwillig terugkeerbeleid van België. Die studie is echter nergens gepubliceerd, misschien omdat het kabinet van de staatssecretaris dit liever niet wou. Samengevat komt het er op neer dat de huidige modaliteiten onvoldoende gedifferentieerd zijn om in te spelen op de verschillende individuele situaties, en dat de toegang tot de ondersteuning onvoldoende gereguleerd is, waardoor het vrijwillig terugkeerprogramma al te makkelijk wordt vervangen door het herintegratieprogramma. Dat leidt tot een toename van de gemiddelde kostprijs zonder evenredige meerwaarde. De ondersteuning zou moeten worden opgevoerd en tegelijkertijd selectiever worden toegekend. In feite zorgt de vrijwillige terugkeer voor een aanzuigeffect. Kan het nog gekker?

Een strikte omschrijving van de doelgroep is belangrijk om dat risico in te perken. Om de beschikbare ondersteuning maximaal aan te wenden, moet het niveau van de terugkeerbegeleiding voldoende hoog zijn, wat volgens die studie absoluut niet zo is. Een betere opvolging, analyse en evaluatie zijn nodig.

Gezien de choquerende conclusies van de studie, zal ik zeker een nieuwe vraag indienen om te vragen wat daar precies mee is gebeurd. Wat zal er gebeuren met het misbruik van het terugkeersysteem als een goedkoop en lucratief gratis reisbureau?

09.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Slechts 25 procent krijgt een positief antwoord op zijn asielaanvraag. In 2010 zijn er 915 Brazilianen vrijwillig teruggekeerd op een totaal van 2.957 personen. In vergelijking met andere Europese landen zijn deze cijfers niet uitzonderlijk.

De Brazilianen die een beroep doen op het programma voor vrijwillige terugkeer, krijgen slechts uitzonderlijk toegang tot de bijkomende reïntegratieondersteuning. In 2010 ging het over 110 personen of slechts 12 procent. Het is dus niet zo dat alle Brazilianen systematisch 950 euro verdienen aan een terugkeer.

Het programma staat open voor alle vreemdelingen zonder geldige verblijfsvergunning, ongeacht of ze ooit asiel hebben aangevraagd. Brazilianen die hier illegaal verblijven, vallen dus binnen de toelatingscriteria; er is geen sprake van misbruik.

Voor preventieacties verwijs ik naar mijn collega van Migratie- en Asielbeleid.

De meerwaarde van de vrijwillige terugkeer ligt in het feit dat het een toegankelijk en haalbaar alternatief biedt aan elke migrant. In alle opvangcentra zijn er terugkeerconsulenten actief en de lokale opvanginitiatieven van de OCMW's worden ondersteund door vier regionale consulenten. Daarbij wordt een beroep gedaan op talloze ngo's en migrantenorganisaties die migranten informeren en terugkeerdossiers opstellen.

09.03 **Theo Francken** (N-VA): De staatssecretaris zegt dat maar 110 mensen die 950 euro hebben

gekregen. Als ik het goed begrijp, hebben 110 mensen 700 euro herintegratiepremie gekregen, de rest heeft het gratis vliegticket gekregen en de 250 euro die daar bovenop komt. Klopt dat? (*Instemming*)

De staatssecretaris beweert dat er geen sprake is van misbruik, maar daarmee ben ik het absoluut niet eens. We moeten de komende jaren ernstig nadenken over de manier waarop wij mensen die een negatief advies krijgen, zo snel mogelijk kunnen terugsturen naar hun land.

Bob Pleysier stelt voor om open terugkeercentra te openen zoals in Nederland, liefst in een kazerne niet te ver van de luchthaven, waarbij mensen verlengde opvang krijgen als ze uitgeprocedeerd zijn, maar met één doel voor ogen: de terugkeer. Ze moeten dus effectief intekenen op een terugkeerprogramma. Er moet ook werk worden gemaakt van het invoeren van een inreisverbod voor mensen die gedwongen worden gerepatriëerd.

Ik verwacht veel van de terugkeerbegeleiders en coaches, waaraan Fedasil werkt.

Er moet een mentaliteitswijziging komen op het terrein. Er moet veel meer ingezet kunnen worden op liefst vrijwillige, maar desnoods gedwongen terugkeer.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het Europees Terugkeerfonds" (nr. 1795)

10.01 Theo Francken (N-VA): Het Europees Terugkeerfonds is een goed initiatief van de Europese Unie en het bestrijkt de periode 2008-2013. Voor België is in dat fonds 2,8 miljoen euro beschikbaar. Als ik mij niet vergis moet België daar hetzelfde bedrag naast leggen.

Er zijn drie prioriteiten vastgelegd: informatie over de programma's voor vrijwillige terugkeer, het verbeteren van de *pre-departure counseling* bij de voorbereiding van de terugkeer en het versterken van het reïntegratieprogramma.

Welke projecten werden er uiteindelijk door wie ingediend? Welke werden goedgekeurd en voor welk bedrag? Wie zat er in het monitoringcomité? Wat was het resultaat van de vergaderingen van dat comité? Hoe evalueert de staatssecretaris de projecten? Zijn er problemen met sommige projecten?

10.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De Dienst Vreemdelingenzaken is bevoegd voor het Europees Terugkeerfonds. Bijgevolg wil ik voor de ingediende projecten, de goedkeuringen en de bedragen verwijzen naar staatssecretaris Wathélet.

Ik kan wel bevestigen dat Fedasil, dat bevoegd is voor de organisatie van de programma's voor vrijwillige terugkeer, deelneemt aan de vergaderingen van het monitoringcomité. Die vergaderingen worden georganiseerd door de cel EU-fondsen van de Dienst Vreemdelingenzaken.

De projecten werden pas afgerond op 31 december, het is dus te vroeg om nu al inhoudelijke resultaten en een formele evaluatie te geven.

10.03 Theo Francken (N-VA): Ik vraag nu geen definitief rapport, ik vraag gewoon dat iemand van de regering al wat voorlopige resultaten zou meedelen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.54 uur.